



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.166/PC/27
28 décembre 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

COMITE PRÉPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL
Troisième session
New York, 16-27 janvier 1995
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

ÉTAT DE PRÉPARATION DU SOMMET MONDIAL POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL : COLLOQUES, SÉMINAIRES
ET GROUPES DE TRAVAIL

Séminaire sur les dimensions éthiques et spirituelles du progrès social

Note du Secrétaire général

1. Le Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social, par sa décision 2/2 adoptée à sa deuxième session, a noté les activités conduites par le Secrétariat dans le cadre de la préparation du Sommet et a encouragé toutes les organisations concernées à poursuivre leurs initiatives, y compris par des colloques, séminaires et groupes de travail.

2. Le Séminaire sur les dimensions éthiques et spirituelles du progrès social a été organisé par le Secrétariat du Sommet social. Financé par des contributions volontaires des Gouvernements de l'Autriche, de la France et de la Suisse, ce séminaire a été accueilli par le Gouvernement de la Slovénie. Il s'est déroulé à Bled, du 28 au 30 octobre 1994. Le Secrétaire général exprime ses remerciements aux gouvernements concernés. Le rapport du séminaire, préparé par le Secrétariat, figure en annexe de cette note.

ANNEXE

Séminaire sur les dimensions éthiques et spirituelles du progrès social

Bled, Slovénie, 28-30 octobre 1994

I. CONTEXTE ET INTENTIONS

1. Ce séminaire a été organisé dans le contexte de la préparation du Sommet mondial pour le développement social, ou Sommet social, qui aura lieu à Copenhague en mars 1995. Par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce sommet devra considérer trois thèmes principaux : la pauvreté, l'emploi et l'intégration sociale. Un projet de déclaration et un projet de programme d'action seront soumis aux chefs d'État et de gouvernement réunis à Copenhague.
2. L'idée d'un séminaire sur les "dimensions éthiques et spirituelles du progrès social" a germé de façon informelle lors de la première réunion du Comité préparatoire pour le Sommet social qui s'est tenue à New York en février 1994. Le document de base présenté au Comité notait que le modèle dominant de développement suscite des interrogations et des inquiétudes et qu'il y a crise morale au niveau des personnes et crise éthique au niveau des sociétés quand les droits ne sont plus balancés par les obligations et orientés par les responsabilités, quand la recherche des satisfactions individuelles est promue au niveau d'une fin en soi, et quand la poursuite de l'identité, personnelle ou de groupe, se fait au détriment de l'autre. Des délégations évoquèrent le besoin d'un code d'éthique internationale pour façonner les relations entre individus, groupes et nations, et limiter les différentes formes de corruption et de violence. D'autres soulignèrent que le développement, des personnes et des sociétés, a des dimensions spirituelles aussi bien que matérielles et politiques. Certaines organisations non gouvernementales oeuvrèrent pour un Sommet social centré sur les valeurs de compassion et de solidarité avec les plus faibles et les plus démunis.
3. L'une des manières de répondre à ces inquiétudes et demandes d'enrichissement du discours sur le Sommet social était d'organiser une discussion sur la philosophie qui sous-tend ou devrait animer les efforts de la communauté internationale pour réduire la pauvreté, créer des emplois et promouvoir l'intégration ou cohésion sociale. Financé par des contributions des Gouvernements de l'Autriche, de la France et de la Suisse, accueilli par le Gouvernement de Slovénie, ce séminaire de Bled avait pour objectif de clarifier les dimensions éthiques et spirituelles des trois thèmes centraux du Sommet; d'identifier les valeurs morales qui, communes à toutes les cultures et religions, pourraient constituer le fondement du progrès social et le coeur du message que le Sommet de Copenhague pourrait donner au monde; d'ouvrir la voie pour une perception plus holistique de la coopération internationale en matière de questions sociales; et d'encourager, aujourd'hui et demain et à tous les niveaux, des échanges et des débats sur les concepts et les valeurs qui permettent aux sociétés de fonctionner.
4. Pour ce séminaire et ce rapport, "l'éthique" est la mise en forme et l'articulation de préceptes moraux et de règles de conduite. Ethique et

/...

philosophie morale au niveau des individus, éthique et philosophie politique au niveau des sociétés, sont considérées comme synonymes. Le "spirituel" est ce qui relève de l'ordre de l'esprit, ce qui est esprit, ce qui émane d'un principe supérieur, divin ou en tout cas immatériel et englobant. L'éthique et le spirituel sont considérés comme complémentaires, en fait inséparables. Une éthique qui n'est pas animée par l'esprit, par un principe fécondant et englobant – par exemple la raison, ou l'amour, ou l'harmonie ou la perfection – est seulement un code juridique. Une spiritualité qui ne s'incarne pas dans une éthique est purement abstraite. Le choix de ces deux concepts, l'éthique et le spirituel, pour le titre de ce séminaire, repose sur l'idée que le cancer qui paraît ronger nombre de sociétés doit être analysé et vaincu au niveau des valeurs et des oeuvres de l'esprit, et que la culture et la morale – et bien sûr la moralité – doivent être façonnées par la réflexion philosophique.

5. Invitées à titre personnel, les quelque 35 personnes réunies à Bled avaient quatre points à leur ordre du jour :

- L'esprit de temps et les objectifs du Sommet social;
- La dignité humaine, valeur centrale de l'action politique;
- L'intérêt individuel et le bien commun; et,
- Enrichir le discours qui propose des solutions aux trois thèmes centraux du Sommet social.

Avant de résumer, autour de ces quatre points, les idées émises durant le séminaire, il est utile d'indiquer les hypothèses de travail que les participants ont, avec des nuances, bien voulu accepter.

II. HYPOTHÈSES DE TRAVAIL

6. Les sociétés, notre monde et son évolution, sont façonnés, orientés par des idées et des valeurs.

Cette première hypothèse de travail est philosophiquement opposée à toutes les formes de déterminisme, anciennes et modernes. Ni la providence, ni la technologie ne décident de notre avenir. Le hasard, le poids des décisions antérieures, mais aussi et surtout les décisions d'aujourd'hui, ancrées dans des perceptions, des émotions et des cultures, entraînent et dessinent l'histoire humaine. Les biens et les techniques qui ont tendance à dominer les cultures contemporaines sont des produits du génie humain. L'humanité a des choix et le Sommet social offre une occasion pour débattre de certains de ces choix.

7. Le spirituel est partie intégrante de la réalité et il y a continuité entre le matériel et le spirituel, pour l'individu comme pour la société.

Outre qu'elle diffère d'une philosophie dualiste, cette seconde hypothèse de travail suggère que les "choses" qui encombrant notre monde ne sont ni bonnes ni mauvaises en elles-mêmes mais prennent un sens et une valeur par l'esprit que l'humanité met dans leur création et dans leur usage. Il en va de même pour les institutions sociales et pour les formes d'organisation politiques. Cette

présence de l'esprit signifie aussi que la compassion, l'altruisme, la générosité et tout ce qui, de façon hésitante mais universelle, est reconnu comme participant de la bonté humaine, a le pouvoir d'orienter les sociétés dans des directions positives. C'est là une hypothèse qui a, depuis toujours, été au coeur des religions et a été souvent exprimée dans les oeuvres littéraires de la plupart des cultures. À l'inverse, la peur, le désespoir, l'égoïsme, l'arrogance et la volonté de dominer l'autre conduisent à la violence, à l'aliénation et au déclin des communautés humaines et des civilisations.

8. Le progrès social demande les efforts conjugués de tous les acteurs, depuis les individus jusqu'à l'État et les organisations internationales.

Le pouvoir d'influencer le cours des choses et l'organisation des sociétés n'est pas – et n'a jamais totalement été – entre les mains des gouvernements et des autorités publiques. Il est partagé par d'autres institutions, notamment la famille, les associations diverses, les entreprises et les médias. Aujourd'hui les institutions régionales et internationales, publiques et privées, jouent également un rôle croissant. Les individus eux-mêmes, à la fois par leur participation aux décisions qui intéressent la communauté et à leur mise en oeuvre, et par la manière dont ils perçoivent et vivent leur condition humaine, embellissent ou blessent le tissu social. Le progrès ou la régression des sociétés est l'affaire de tous. Ceux néanmoins, institutions et individus, qui ont le pouvoir intellectuel et politique d'influencer le cours de l'histoire ont des responsabilités et des devoirs particuliers.

9. Progrès ou régression sociale sont toujours possibles et il n'y a pas de société humaine parfaitement harmonieuse et parfaitement stable.

Les tentatives faites, particulièrement durant ce XXe siècle, pour créer des sociétés et des formes d'organisation du pouvoir censées répondre à tous les besoins humains, se sont traduites par l'oppression et la terreur et soldées par des erreurs tragiques. Des doctrines et des pratiques fondées sur la suprématie et la supériorité d'une race ou d'une nation ont entraîné des souffrances indicibles et pollué les esprits. De nobles utopies de solidarité et de fraternité ont été confisquées par des dictateurs sans foi ni loi. Au surplus, les atteintes à l'environnement, les armements de destruction massive, certains développements scientifiques qui ouvrent la porte à des manipulations du corps humain, ont créé une culture vague mais pernicieuse de précarité et d'incertitude quant à la survie de l'humanité. En même temps, il est évident que tout préserver par crainte de l'avenir n'est ni souhaitable, ni tenable. Le changement est une caractéristique fondamentale des personnes et des institutions. Et, les individus aussi bien que les sociétés ont besoin d'aspirations, d'idéaux et de rêves. Le Sommet de Copenhague se tient à un moment de l'histoire où les utopies suscitent une légitime méfiance, où la notion d'un modèle unique et planifié de développement ou de progrès social a perdu crédibilité et légitimité, et où, de façon tout aussi forte, l'humanité a besoin de maîtriser et d'orienter son destin.

10. Il existe, en cette fin du XXe siècle, une perception dominante des caractéristiques du succès et du bonheur individuel, et de ce qui constitue une bonne société.

Outre les questions de distribution dans le monde contemporain du pouvoir militaire, politique et économique, cette dernière hypothèse de travail repose sur l'observation banale que les grands échanges et brassages de cette époque, combinés avec les réussites matérielles massives et sans précédent de la civilisation occidentale, ont créé certains éléments d'une culture universelle centrée sur l'acquisition de biens et services rendant la vie quotidienne plus facile et plus confortable, et centrée aussi sur les notions de libre choix et de satisfaction immédiate des besoins. Avec beaucoup de nuances dans les différentes communautés nationales et les différents groupes sociaux, il y a bien aujourd'hui une culture commune faite de recherche du bien-être matériel, de consommation de biens, d'images et d'information, et de poursuite de l'intérêt individuel aussi bien que national. Les valeurs d'efficacité et de compétition sont également mises en exergue dans cette mentalité qui est souvent perçue comme un "modèle", au sens normatif, et qui domine les sociétés contemporaines.

III. L'ESPRIT DU TEMPS ET LES OBJECTIFS DU SOMMET SOCIAL

11. La raison d'être du Sommet social est à rechercher dans la pérennité des problèmes de sous-développement et de pauvreté qui affectent une majorité de l'humanité et dans l'émergence de problèmes, nouveaux ou qui se posent en termes renouvelés, dans les domaines de l'emploi, de l'exclusion et de la désintégration du tissu social. Ces derniers problèmes n'épargnent pas les régions du monde bénéficiant d'un haut niveau de vie matérielle. Les objectifs précis du Sommet touchent les idées et politiques qui devraient permettre de retrouver l'espoir en un progrès possible de l'humanité. L'esprit du temps est un ensemble vague dans ses contours, mais souvent précis dans ses composantes, qui représente une sorte d'opinion moyenne du citoyen moyen d'un pays typique de la civilisation contemporaine. Fait d'idées et de convictions, de préjugés et d'impressions, de jugements et d'informations, l'esprit du temps reflète bien sûr la culture dominante aussi bien que les appréciations portées sur cette culture. Sauf cas exceptionnels relevant de la création artistique ou scientifique, l'esprit du temps imprègne fortement les décisions individuelles et collectives. Bien que malléable, il constitue une sorte d'idéologie qui pénètre les mentalités et les comportements. Les idées nouvelles et les politiques novatrices sont celles qui modifient l'esprit du temps.

12. Certains traits de l'esprit du temps sont des obstacles au progrès social. Trois sont mentionnés ici : le culte de l'argent, le culte de la performance, et le culte de la satisfaction immédiate. D'autres traits de l'esprit du temps, notamment l'accent sur la liberté individuelle et la liberté d'entreprendre, et la demande de participation, d'information et de démocratie, favorisent le progrès social.

13. Le culte de l'argent menace l'humanité et son avenir.

L'argent est au coeur et au centre de la culture dominante et est le moteur principal des sociétés contemporaines. Il est convoité parce qu'il permet de

/...

consommer et d'acquérir davantage, parce qu'il est source de puissance et de prestige. Il a envahi des domaines où il ne régnait pas en maître des comportements et des rêves. Dans les sociétés industrialisées, il reste fort peu de relations humaines et d'institutions qui ne soient pas dominées par l'argent. Au moins deux manifestations de cet impérialisme du monétaire mettent directement en cause l'avenir des sociétés modernes.

i) La première de ces menaces est l'invasion de la science par l'argent

La science, la culture scientifique, réclament l'échange, la vérification, la transparence et la générosité. Le savant cherche à découvrir et à innover pour repousser les limites de la connaissance. Dans une perspective religieuse et spirituelle, il participe à l'oeuvre de création. Et cette oeuvre ne peut être accaparée, ne peut être l'objet de spéculation et de profit. La science et ses fruits ne peuvent être possédés sans être pervertis. Lorsque le pouvoir politique ou le pouvoir financier s'emparent de la science et des savants, l'esprit scientifique disparaît en étant mis au service du pouvoir et de l'argent. Alors, la science et les techniques deviennent dangereuses pour l'humanité. Il en est ainsi aujourd'hui avec les immenses possibilités de profit – notamment par la vente de médicaments – qu'offrent les utilisations commerciales d'avancées dans des domaines tels que la biologie ou la génétique. Les découvertes sont suscitées par l'appât du gain et monnayées au lieu d'être partagées avec la communauté scientifique avant d'entrer dans le patrimoine commun de l'humanité. Les brevets scientifiques suscitent une ruée vers l'or. La relation entre la science et ses applications technologiques est pervertie par l'argent. Ce phénomène est d'autant plus grave que la science moderne a atteint d'énormes possibilités d'influencer la vie et la mort, ainsi que la manière dont les êtres humains perçoivent leur identité et l'univers qui les entoure. Les résultats de l'activité scientifique ne peuvent, sans énormes dangers pour tous, être motivés par le profit et devenir la propriété d'un individu, d'un groupe ou d'une nation.

ii) La deuxième menace, plus diffuse, est la corruption, par l'argent, des institutions et des relations sociales

L'idolâtrie de l'argent – qui est l'une des nombreuses idolâtries dont souffre le monde moderne – est à l'origine des multiples formes de corruption dont la plupart des sociétés paraissent souffrir. Il y a corruption lorsque des entreprises privées ou publiques obtiennent des contrats pour des travaux intéressants la collectivité grâce à des prébendes ou faveurs diverses accordées à des fonctionnaires ou des élus. Il y a corruption lorsque des services soumis à la rareté sont distribués en fonction de critères qui ne sont ni objectifs ni transparents; lorsque l'accès – à une école, à un hôpital, à un service public quelconque – est obtenu par la pression ou l'influence; lorsque l'investisseur ne peut avoir accès à un marché ou un territoire sans versements et cadeaux à différentes autorités publiques ou intermédiaires; lorsque le riche et le puissant échappe à l'impôt ou à d'autres formes de solidarité et de responsabilité collective. Il y a aussi corruption de l'ensemble du tissu social lorsque le fort impose sa volonté au faible en lui faisant miroiter une récompense, ou lorsque celui qui dispose du pouvoir d'informer ne l'exerce pas en fonction de sa responsabilité et de sa conscience mais plutôt en relation avec le profit qui en résultera pour lui-même ou son entreprise. Les différents

avatars de la corruption dans le monde moderne, qui se manifestent aussi de plus en plus sous des formes organisées à l'échelle des nations ou du monde, représentent un cancer pour nos sociétés. Sont atteints celui qui corrompt, celui qui est corrompu, ainsi que la société dans son ensemble. Lorsque le pouvoir politique, ou un service public est corrompu, il perd sa légitimité et violence s'ensuit. Lorsque les institutions privées et les citoyens eux-mêmes estiment que la corruption – spectaculaire ou banale – fait partie de la vie sociale et est, après tout, "normale" ou "inévitabile", la société et la civilisation sont en danger de mort. Non seulement le progrès social, mais la survie d'une communauté, dépendent d'une éthique permettant d'identifier le vrai et le faux, le bon et le mauvais, et d'une culture assurant la prééminence du vrai et du bon dans les idées et les comportements.

14. Le culte de la performance est incompatible avec l'harmonie sociale.

La production de biens, faite pour soutenir la vie et continuer la création, ainsi que l'échange, source d'enrichissement des êtres humains, réclament l'initiative et le souci de l'oeuvre bien faite. Le désir de "se dépasser", c'est-à-dire d'aller au-delà des limites physiques, intellectuelles, morales que le bon sens paraît dicter, est à la source de l'aventure humaine, depuis l'exploit sportif jusqu'à la quête spirituelle. Mais, le souci de bien faire économiquement peut tourner à l'idolâtrie de la croissance et de la performance économique, tandis que le désir d'aller au-delà de ses propres limites peut conduire à des formes exacerbées de compétition et de rejet des plus faibles. Au surplus, la connaissance de la finalité de la recherche de la performance est évidemment essentielle pour qu'un signe positif ou négatif puisse être attaché à ses résultats. La culture dominante privilégie très fortement performance individuelle et collective. La compétition, économique et sociale, est souvent vue comme une valeur en soi. On a pu affirmer que la culture occidentale de l'après-Renaissance a créé une personne humaine agressive et prométhéenne. Certaines formes de darwinisme social et de destruction de l'environnement sont liées à cette agressivité et au culte de la performance.

i) Le darwinisme social conduit au mépris et à l'exclusion d'une majorité de l'humanité

Il y a "darwinisme social" quand une philosophie d'évolution linéaire et de sélection "naturelle" par la capacité d'adaptation au milieu et à l'histoire est appliquée aux sociétés, aux groupes et aux individus. Celles et ceux qui ne peuvent suivre le mouvement ou le "progrès", qui ne peuvent "s'adapter" ou "ajuster" leur modes d'action et de pensée à la norme dominante, aux critères prévalents de ce qui constitue une performance acceptable, sont condamnés à disparaître. "Dépassés" par une évolution rapide et inéluctable ils doivent au pire être éliminés – ainsi de certaines professions – au mieux être protégés – ainsi des chômeurs dans les sociétés industrialisées – mais en tout cas être oubliés tant que faire se peut. La plupart des présupposés philosophiques des notions et idéologies du développement participent de ce darwinisme social, lui-même étant en partie un héritier des doctrines scientistes de la fin du XIXe siècle européen. Combinée avec une grande priorité donnée à la croissance économique, cette culture de la performance, de l'efficacité et de l'adaptation marginalise un nombre croissant d'individus, de groupes sociaux et de communautés nationales. Cette même culture, qui a également des racines

égalitaires et démocratiques, ne vise évidemment pas l'exclusion. Tout au contraire, c'est l'égalité des chances, la participation et l'intégration sociale qui sont des objectifs hautement et sincèrement proclamés. Le problème, et la faille où tombent tous les faibles et les exclus, est que la logique de la compétition entraîne les sociétés dans une spirale sans fin. Les "règles du jeu", présentées et vécues comme des exigences de la compétitivité, sont sans cesse revues à la hausse et ni l'éducation pour tous, ni la formation continue, ni l'assistance technique, ne sauraient permettre à tous d'être adaptés et intégrés. Par nature, la compétition implique des vainqueurs et des vaincus. En fait, plus les demandes faites aux individus et aux groupes sont fortes – en termes de connaissances techniques et surtout en termes de mobilisation psychologique et culturelle – plus le risque est grand que seulement une minorité soit en mesure d'être "performante".

ii) La performance économique, telle qu'aujourd'hui définie, rend difficile la protection de l'environnement

L'être humain est non seulement social, mais aussi partie de son milieu physique qui est naturel et façonné par ses oeuvres. La même philosophie prométhéenne et héritée d'une conception de l'homme maître de l'univers, a entraîné une dégradation profonde de la planète et une destruction de ses richesses. Outre les dangers que cette situation présente pour la survie de l'humanité, elle témoigne d'un manque de respect pour l'environnement qui a des ramifications avec les diverses formes de violence qui affectent les sociétés contemporaines. Au surplus, une culture qui détruit pour s'agrandir est aussi une culture de la précarité et de l'insignifiance. Très peu des adultes qui habitent notre monde en cette fin de siècle peuvent reconnaître les lieux de leur enfance. La rapidité de changement est source d'exaltation et d'angoisse. Des sociétés plus harmonieuses réclament des relations plus paisibles et plus affectueuses entre l'humanité et l'univers. Il existe un humanisme sécularisé qui blesse l'être humain dans sa relation avec lui-même, la nature et le divin.

15. Le culte de la satisfaction immédiate s'oppose à la recherche d'un avenir commun et solidaire.

i) La culture dominante est impatiente

Les comportements individuels suggèrent un grand appétit pour les gratifications de toutes sortes qui ne sauraient attendre et qui ne sauraient être contrariées. La crainte de la frustration, l'usage abondant de ce concept pour justifier a contrario la satisfaction des besoins et des désirs, révèlent un hédonisme qui est peut-être la caractéristique la plus puissante des civilisations industrielles basées sur la production de masse et le renouvellement rapide des biens. Le détachement n'est pas considéré comme une vertu et le renoncement a des allures suspectes de manque d'appétit pour la vie. Cette culture de la participation totale et instantanée ignore la patience, la prudence et le long terme. Le souci de transmettre aux nouvelles et futures générations des possessions et des modes de pensée et de comportement est considérablement affaibli par la concentration sur l'instant et par la crainte de l'avenir. Le sentiment de précarité, de toutes choses, imprègne l'âme contemporaine.

ii) Les objectifs et leur rapide réalisation sont privilégiés par rapport aux processus

Les politiques, déclarations, stratégies et plan de développement social, au niveau national comme au niveau international donnent une grande place à la formulation d'objectifs, si possible chiffrés et parfois ciblés dans le temps. Cette tendance, qui a sans doute commencé en Europe à la fin du XIXe siècle et qui a trouvé son apogée avec les plans quinquennaux et annuels des économies planifiées de façon centrale et plus ou moins autoritaire, vise à une mobilisation des ressources, des énergies et parfois des imaginations autour de buts aisément compréhensibles à tous. L'inconvénient est que cet accent sur des objectifs présentés comme réalisables et sources de bien-être pour tous, tend à laisser dans l'ombre les processus politiques, les institutions et leur fonctionnement, ainsi que les comportements sociaux et individuels qui constituent en fait l'essence et la réalité du développement social. Mêlés au niveau de la culture ambiante et du calcul politique, ce sont tout ensemble le culte de la performance et le culte de la satisfaction immédiate qui rendent problématiques les efforts constants et patients requis par les processus de développement et de progrès social. La complaisance à l'égard de soi-même est destructrice de l'équilibre individuel et de l'harmonie sociale.

iii) Dans les situations de difficultés et de crise, ce sont souvent les politiques et les investissements les plus féconds qui sont sacrifiés

Il y a des exemples historiques de réformes sociales courageuses et initialement coûteuses qui ont été mises en oeuvre durant des périodes de crise et de pénurie. Il en fût ainsi dans plusieurs régions après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, dans des circonstances politiques et économiques comparables pour certaines sociétés, la tendance est plutôt de parer au plus pressé – tel que perçu par les autorités politiques et les sondages d'opinion – et de sacrifier des domaines tels que l'éducation et la recherche scientifique qui sont essentiels pour l'avenir. Lorsque tout paraît perdu ou compromis, ce sont les universités qu'il convient de préserver et d'encourager. La culture de l'instant, du court terme et de la gratification immédiate – souvent liée à la peur – suggère au contraire des politiques plus évidentes et en réalité néfastes.

16. L'esprit du temps, c'est aussi un accent sur la liberté individuelle et la liberté d'entreprendre, qui sont des sources de progrès social.

i) Les niveaux de vie progressent quand le plus grand nombre d'individus entreprennent et innovent

L'accent mis par la culture dominante sur la liberté individuelle pour favoriser la production et les échanges a été, et demeure, le moteur principal du changement social et de la modernisation. Celle-ci est conçue, depuis la philosophie des lumières, comme reposant sur l'économie de marché, la démocratie politique, et l'individualisme. Elle a permis des transformations spectaculaires des conditions matérielles d'existence dans toutes les régions du monde. Des outils et des moyens d'information de plus en plus efficaces et de plus en plus rapides multiplient les besoins et permettent d'espérer leur satisfaction.

ii) Les différents domaines de liberté doivent progresser au diapason

La liberté d'entreprendre va de pair avec la liberté politique. La liberté économique ne saurait être complète sans la liberté de penser et de critiquer. Cette dernière reste purement individuelle si elle ne s'inscrit pas dans un contexte de liberté de mouvement, d'échange et d'association. L'équilibre, toujours changeant, entre les différents espaces de liberté réclame des lois claires et reconnues et une culture partagée. Les lois et règlements sont nécessaires non seulement parce que les êtres humains sont imparfaits, mais aussi parce que le vivre ensemble exige des règles du jeu et un arbitre. Une culture commune est également nécessaire afin que l'exercice de multiples libertés individuelles ne conduisent pas à une atomisation de la société. Aujourd'hui, dans certaines régions du monde ayant radicalement bouleversé leurs structures politiques et sociales, le manque de progression harmonieuse entre libertés, lois et culture conduit à la corruption, la criminalité, la violence et le risque de désintégration sociale.

iii) Les libertés fondamentales et les droits civils et politiques représentent un acquis essentiel de l'humanité

Le XXe siècle a été marqué – et reste marqué chaque jour – par d'inconcevables actes de barbarie. L'humanité dans son ensemble est blessée et humiliée quand les droits élémentaires d'un individu à la vie et à l'intégrité physique et morale sont bafoués. L'humanité est en danger de mort quand les atteintes aux droits de la personne humaine sont considérés comme "tolérables", "normales" ou "inévitables". Lorsque le mal absolu devient banal et accepté par lâcheté ou stupidité, la civilisation s'écroule. Contre cette barbarie et cette indifférence, une philosophie des droits de l'homme, et un ensemble d'instruments juridiques, ont été construits. Cette philosophie, centrée sur la liberté et la dignité humaine, est le rempart principal contre l'abus de pouvoir sous toutes ses formes.

iv) La liberté individuelle est vide de sens et dangereuse quand elle n'est pas ancrée dans une éthique et éclairée par l'esprit

La plupart des religions, et certaines philosophies morales, ont traditionnellement adopté l'hypothèse que toute personne saine d'esprit disposait d'une voix intérieure – ou conscience, ou raison – permettant de distinguer sans équivoque le bien du mal et, en termes moraux, le vrai du faux. Cette voix intérieure était considérée comme indépendante des lois de la cité et indépendante des pressions du milieu. L'usage de la liberté consistait à obéir ou non aux prescriptions de la conscience. En fait, pour certaines religions et métaphysiques, la personne n'atteint la vraie liberté qu'à condition d'obéir à sa conscience. Le nihilisme et certaines formes d'existentialisme du XXe siècle ont détaché la liberté de ses racines et de son lien fondamental avec la responsabilité et l'amour d'autrui. Devenue aliénée, la liberté individuelle pourrait être source de destruction des civilisations. Le besoin d'une nouvelle éthique et d'une spiritualité puisée à toutes les sources des grandes religions et philosophies résulte en particulier de ce lien qu'il convient de rétablir entre liberté et responsabilité.

17. La demande de participation, d'information et de démocratie est un caractère positif de l'esprit du temps.

Pour un grand nombre de raisons, y compris l'accès à l'éducation, l'élévation des niveaux de vie, la diffusion d'informations sur les réussites de certaines sociétés et les échecs d'autres sociétés, la culture dominante de notre époque insiste sur la participation des individus et groupes à la vie de la cité. Cette participation reste difficile, parfois contrariée et souvent superficielle, mais il est clair que la société civile est devenue un acteur essentiel sur la scène sociale. Ici, l'esprit du temps et les objectifs du Sommet de Copenhague sont en harmonie. Il en est ainsi, en particulier pour l'élimination de tous les obstacles juridiques et culturels à l'égalité entre femmes et hommes. Afin que la participation des citoyens au fonctionnement des sociétés prenne tout son sens et porte tous ses fruits, un certain nombre de conditions doivent évidemment être remplies. Il est nécessaire de revoir le pouvoir, dans son contenu, ses motivations et ses manifestations. L'étendre à tous sous ses formes perverses et égotistes ne ferait qu'aggraver les problèmes de nos sociétés. La participation et la démocratie impliquent le respect de soi-même et de l'autre, la responsabilité, et la modération dans les jugements et les actions.

IV. LA DIGNITÉ HUMAINE, VALEUR CENTRALE DE L'ACTION POLITIQUE

18. Qu'est-ce que la dignité humaine? En termes de philosophie morale, la dignité humaine implique un ennoblissement de l'âme, la possibilité de témoigner affection et déférence, un sens de la valeur de soi-même et de l'autre, et un sens de la noblesse de toutes les tâches qui doivent être accomplies dans la communauté humaine, ce caractère noble étant mesuré non en valeur pécuniaire mais par la satisfaction d'apporter une contribution à l'harmonie universelle. La dignité humaine peut être définie comme étant la bonté fondamentale qui est inhérente à chaque être humain; la nature même de l'être humain tel que créé par Dieu; le noyau central et inéluctable de la personne; un droit inaliénable donné à tous, par le fait même de l'existence; ce qui constitue la source même de la vie; l'origine du respect pour soi-même et pour l'autre; et l'essence même de la relation entre l'être, la nature et le divin. Ces différentes conceptions de la dignité humaine ont en commun de la considérer comme la qualité la plus essentielle et la plus fondamentale de l'être humain.

En outre :

- i) La dignité humaine est indivisible : elle ne peut qu'être reconnue en tous, sans distinction d'aucune sorte;
- ii) La dignité humaine est inaliénable; nulle force extérieure, nulle circonstance de la vie ne peuvent forcer l'être humain à perdre sa dignité; seul l'individu lui-même peut la maltraiter ou l'abandonner;
- iii) L'objectif ultime de l'action politique, de l'exercice du pouvoir, de la mise en oeuvre des droits et responsabilités des individus et communautés est la protection de la dignité humaine.

19. Dignité humaine, pauvreté, chômage et aliénation.

- i) Il n'y a pas de relation directe entre niveau et conditions de vie matérielle et dignité humaine; ni la pauvreté, ni le bien-être, ni la richesse ne sont incompatibles avec la dignité humaine

Dans certaines cultures, jusqu'à un passé très récent, les faibles, les inutiles, les inadaptés, étaient considérés comme les personnes les plus valables. Ceux qui n'avaient pas de place dans la société avaient la plus grande place dans les coeurs et les esprits. Aujourd'hui l'éthique capitaliste est en conflit avec ces valeurs traditionnelles. Elle tend à créer un lien de causalité entre succès économique et respect de soi-même. L'échec économique est vécu comme une perte de dignité personnelle, voire de "dignité nationale". La lutte contre la pauvreté, les politiques sociales et économiques pour l'amélioration des niveaux de vie doivent être fondées sur une reconnaissance de la dignité humaine du pauvre, du faible et de l'humilié. En même temps, lutter contre la pauvreté matérielle et spirituelle est un devoir. La pauvreté et la misère sont créées par les sociétés; elles ne sont pas une fatalité. L'absence de relation entre pauvreté et dignité humaine ne doit évidemment pas devenir un alibi pour négliger l'amélioration des conditions de vie.

- ii) Ni le chômeur, ni celui ou celle qui n'a qu'un travail précaire ne doit être privé de sa dignité personnelle

Un trait redoutable de beaucoup de cultures – anciennes et actuelles – est d'associer différents niveaux de dignité à une hiérarchie de professions et d'activités. En bas de l'échelle se trouve, bien sûr, l'adulte qui n'a jamais eu ou qui a perdu un travail et qui ne peut assurer la sécurité de sa famille. C'est le "job" qui constitue l'identité de l'individu, et non pas ce qu'il est ou ce qu'il fait. Il faut beaucoup de courage et de ressources intérieures pour résister à la pression culturelle et sociale qui dépouille l'individu de sa dignité quand il n'est plus "productif". À l'échelon international, la culture dominante tend aussi à dépouiller les groupes sociaux et les nations de leur dignité quand ils ne contribuent pas ou plus à la croissance et à la prospérité de l'économie mondiale. Comme pour la pauvreté, la lutte contre le chômage et le sous-emploi doit commencer par la reconnaissance de la dignité et de la valeur de tout travail humain, même si celui-ci est humble, précaire, économiquement non "rentable", et non rémunéré.

- iii) L'aliénation, ou séparation de l'être humain de son milieu social, est d'autant plus fréquente que les chemins de la liberté et de la dignité sont plus étroits

L'intégration, ou cohésion ou harmonie sociale, est la capacité des êtres humains de vivre ensemble dans un respect mutuel, depuis la communauté du village jusqu'à l'entière planète. Cette harmonie sociale, fort loin d'être réalisée aujourd'hui et de toutes façons toujours fragile et toujours en besoin d'être soigneusement nourrie et cultivée, réclame d'abord la reconnaissance de la dignité de l'autre. Le racisme, la conviction insidieuse que telle ou telle personne, communauté ou nation est marginale et le restera, sont sources d'aliénation. Les inégalités, lorsqu'elles sont perçues et vécues comme des manifestations de l'infériorité de la personne, sont aussi sources d'aliénation

qui abondent aujourd'hui dans un monde où la richesse est définie de façon purement matérielle et où les écarts entre "riches" et "pauvres" ne font qu'augmenter. La pauvreté absolue, au sens de misère matérielle, isolement, absence d'espoir et finalement aliénation, n'existait pas dans les communautés et sociétés où charité et mutualité apportaient un soutien et un sentiment d'appartenance. Les cités du monde contemporain offrent au contraire l'isolement, la marginalisation et donc le ressentiment, la violence et le crime. L'harmonie sociale réclame aussi le respect de la diversité, ou reconnaissance d'une humanité commune au-delà des différences d'apparence et de culture. Une célébration calme et heureuse de la diversité humaine, qui est tout autre chose qu'une acceptation bougonne et réticente d'un relativisme des opinions et des coutumes, demande un socle spirituel et des valeurs partagées. Pour cesser d'être prédatrice et devenir ouverte à une telle célébration de la diversité, la culture dominante devra devenir moins prédatrice, moins impatiente et plus spirituelle. Au niveau individuel comme au niveau des relations entre nations, c'est l'humiliation qui blesse la dignité et le respect de soi-même. À son tour l'humiliation suscite la violence et la désintégration sociale.

20. Dignité humaine et respect des droits de l'homme.

Les droits de l'homme, c'est-à-dire à la fois la philosophie issue du siècle des lumières, le produit des multiples efforts faits dans l'histoire humaine pour limiter l'abus de pouvoir et définir les relations entre les individus et les institutions sociales, le mouvement politique qui met l'accent sur la défense et promotion des droits individuels, et l'ensemble des instruments juridiques qui en particulier au niveau international définissent un vaste domaine de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, constituent une partie essentielle de la conscience moderne. Rejeter ou oublier ou rabaisser les droits de l'homme parce qu'ils seraient part d'une culture dominante qui a par ailleurs des aspects peu favorables à l'harmonie sociale, reviendrait à promouvoir la barbarie. Négliger les mêmes droits sous prétexte qu'ils sont bafoués chaque jour reviendrait à légitimer la barbarie. Le pire danger pour les civilisations présentes et futures serait que la philosophie et les instruments de respect des droits de l'homme deviennent l'objet de références rituelles et soient vidés progressivement de leur contenu politique. Cette philosophie et ces instruments sont fondés sur le concept de dignité humaine. Il serait donc absurde et criminel de tenter d'opposer une philosophie de la dignité humaine à une philosophie de promotion des droits de l'homme. La complémentarité entre les deux concepts peut être résumée sous forme de quelques préceptes:

- i) La dignité humaine est un absolu et un impératif catégorique; elle relève de l'ontologie et de la spiritualité; elle doit imprégner les mentalités, les cultures et les politiques comme l'air imprègne notre planète;
- ii) Les droits de l'homme, qui relèvent davantage de l'éthique, du juridique et du politique, et dont le respect peut-être vérifié et mesuré, constituent l'instrument privilégié pour la mise en pratique du concept de dignité humaine;

- iii) Droits individuels et responsabilités à l'égard de soi-même, de l'autre et de la planète ne sont pas dissociables; le respect des droits et l'exercice des responsabilités témoignent de la dignité humaine.

21. Dignité humaine et éducation.

Le renouveau intellectuel et spirituel dont les premiers balbutiements peuvent être entendus ici et là dans le monde exige un rôle très central de l'éducation. Celle-ci est la clef qui permet à l'enfant de découvrir sa dignité intrinsèque. Pour jouer ce rôle pleinement, l'éducation – ses systèmes, ses préceptes et ses pratiques – doit être fondée sur des valeurs très précises et très exigeantes. Quand la transmission des connaissances, de la capacité d'apprendre, de l'importance des préceptes moraux et des règles de conduite est faite avec le respect et l'amour dus à l'être qui s'éveille au monde, l'enfant trouve ou retrouve la joie de vivre et de grandir auprès des autres et des adultes. Les valeurs qui sont transmises par l'éducation sont tout aussi essentielles et sont inséparables du savoir qui est également transmis. La culture et l'atmosphère spirituelle qui imprègne les institutions ayant une fonction d'éducation ont une importance considérable pour la qualité du service rendu à la communauté humaine. Ceci vaut pour les familles, les écoles et universités, aussi bien que pour les médias. Si, comme certains le pensent, les atteintes à la dignité humaine sont particulièrement fréquentes en cette fin du XXe siècle, la responsabilité en incombe, en partie, à ces institutions. En ce qui concerne les médias, la liberté et l'indépendance de jugement doivent être informées, modelées par l'idéalisme et par une éthique d'honnêteté, de bonté et de respect pour les êtres humains qui "consomment" les produits d'information avec confiance, intérêt et parfois avidité. Les médias ont, comme les écoles et les familles, d'énormes devoirs et obligations à l'égard du respect de la dignité humaine. La diversité des vues et opinions qui doit être reflétée dans la presse et les programmes de télévision est une contribution essentielle à l'enrichissement intellectuel et moral des individus.

22. Dignité humaine et qualité des services publics.

L'une des manières, pour les responsables politiques et pour les fonctionnaires et agents ayant des fonctions de service public, de promouvoir la dignité humaine est de prendre grand soin d'établir des relations saines avec leurs concitoyens et administrés. Outre l'honnêteté et la compétence professionnelle, une éthique du service est indispensable. Quel que soit son statut social et son degré de vulnérabilité, l'administré doit être considéré comme une personne humaine que le besoin d'un service – quel que soit la nature de celui-ci – ne place pas dans une situation de dépendance. La civilité des relations humaines relève aussi de l'éthique et du spirituel.

V. INTÉRÊT PERSONNEL ET BIEN COMMUN

23. Les différents cultes – de l'argent, de la performance, de la satisfaction immédiate – évoqués plus haut comme des traits de l'esprit du temps qui ne sont pas favorables au progrès et à l'harmonie sociale, ne le sont pas non plus, semble-t-il, à la recherche d'un bien commun, sauf si celui-ci est considéré comme le produit automatique et moralement neutre des forces à l'oeuvre en ce

moment de l'histoire humaine. Or, le bien commun ne peut être moralement neutre. Il n'est ni le résultat des transactions commerciales, ni le produit des stratégies et équilibres politiques, ni la tendance culturelle ou morale du moment, ni, précisément, l'esprit du temps. Il doit être le fruit d'efforts délibérés dans tous les domaines de l'activité humaine, qu'il s'agisse de l'économique, du politique, du culturel, du scientifique, de l'éthique ou du spirituel. Le bien commun, c'est à la fois un état, toujours en renouvellement et transformation, et une aspiration. C'est une nécessité pratique, à une époque où l'humanité est "une" par ses moyens d'échanges et de communications, est "une", aussi, par les possibilités qu'elle a de se détruire elle-même. C'est une obligation morale, si l'on réalise que le repli sur soi-même, sa communauté, sa nation ou sa région, n'a ni justification éthique, ni validité pratique. Le bien commun, aujourd'hui, doit être vécu et recherché au niveau des relations les plus individuelles comme au niveau de l'entière humanité et de son avenir.

24. Quels sont les éléments du bien commun, à une époque marquée par l'interdépendance et aussi par une certaine fragmentation des communautés humaines? La réduction de la pauvreté? Un travail pour tous ceux qui le désirent? L'élimination de toutes les discriminations, préjugés et formes diverses de rejet de l'autre qui défigurent l'humanité? Sans aucun doute, et aussi la paix, la sécurité et la réduction des menaces diverses qui pèsent sur le monde en cette fin du XXe siècle. Et, enfin, davantage de joie et d'harmonie, et un surplus de savoir et d'âme.

25. L'intérêt individuel, ou intérêt personnel, est, en apparence, plus facile à définir et, en apparence aussi, plus facile à satisfaire. Ce serait, si l'on en croit l'aspect superficiel du sens commun, tout ce que l'individu veut être et obtenir, tout ce qu'il souhaite avoir ou investir pour une satisfaction immédiate ou différée. En fait, dans aucune culture cet intérêt personnel n'est perçu comme étant totalement égoïste et sans limites. Il y a des freins objectifs tels que l'intérêt des proches, les bornes placées par les capacités, le temps et l'énergie, et la nécessité de tenir compte de la possibilité qu'ont les autres individus et groupes de poursuivre leur propre intérêt. Il y a, également, des freins culturels et éthiques. Des expressions telles que "l'intérêt bien compris" suggèrent que le calcul, la raison, ou la morale incitent les individus – ou les groupes et les nations – à concevoir et vivre leur intérêt de façon plus complexe que l'instinct ne pourrait leur dicter. S'il en est bien ainsi, faire le procès d'une culture dominante qui serait trop préoccupée par la recherche de l'intérêt individuel au point d'en oublier la notion même d'intérêt général et a fortiori de bien commun, serait une critique utile mais un peu courte. Une démarche plus féconde serait de montrer que la seule manière de réconcilier intérêt personnel et bien commun est de donner au premier un contenu et des orientations qui le transforment en une contribution au second. Ce n'est pas l'individualisme qui est nocif, mais l'égoïsme, l'égotisme et l'égoïsme. Ce n'est pas la recherche de davantage de pouvoir ou davantage de profit qui est mauvaise pour l'individu et la société, mais les motifs de cette recherche s'ils sont dominés par la vanité, l'appétit de puissance ou le désir d'accaparer aux dépens du prochain. Ce n'est pas le désir de perfectionner et d'embellir et d'agrandir son être et ses talents et capacités qui puissent être vu comme anti-social. Au contraire, et à l'opposé du narcissisme, le vrai progrès individuel est attaché de façon indissoluble à

la relation avec l'autre – famille, communauté et humanité entière – et à la relation avec la nature, l'univers et le tout spirituel ou divin.

L'individualisme est une outre vide qui peut être remplie par le meilleur ou le pire. Alors que l'intérêt général peut être seulement la somme d'intérêts égoïstes ou à courte vue, le bien commun a, par définition, un contenu normatif, et il ne peut être que la somme, plus une "valeur ajoutée", d'intérêts individuels très "bien compris" et orientés par des vertus, des valeurs et une spiritualité communes. Aujourd'hui, ces vertus, valeurs et exigences spirituelles doivent être puisées à toutes les sources des religions et philosophies qui ont enrichi l'humanité. Il ne s'agit pas là d'une approche moyenne et réductionniste, ni d'un vague syncrétisme, mais de la recherche d'une humanité commune.

26. Un exemple, fort important de nos jours, de relation entre l'intérêt individuel et le bien commun, est à trouver dans le monde de l'activité économique et des entreprises. De grands efforts sont faits pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises et pour introduire des dimensions éthiques dans les stratégies et politiques de ces entreprises. Outre les questions d'honnêteté en ce qui concerne les transactions financières et la qualité des produits, une "éthique de l'entreprise" a différentes dimensions et différentes "cibles". Il peut s'agir d'une éthique en relation avec l'environnement physique – les questions de pollution – avec le milieu du travail – par exemple les conditions de sécurité pour les employés – avec les acheteurs des produits – les questions de santé physique ou mentale des consommateurs – ou encore avec des éléments de la communauté nationale ou internationale, par exemple le choix d'une location de l'investissement ou le choix de création ou de suppression d'emplois dans telle ou telle région. Ces décisions et choix à différents niveaux ne sont pas forcément complémentaires et pas automatiquement compatibles. Les prescriptions de l'éthique doivent être éclairées par une philosophie générale de la responsabilité et du bien commun. L'expérience rejoint également les principes moraux lorsqu'elle suggère que l'éthique de l'entreprise doit, pour durer, être mise en oeuvre de façon complète et cohérente. En outre, il n'y a pas de relation simple et toujours positive entre qualité de l'éthique et capacité d'innovation. Celle-ci dérange, à la fois les structures, les habitudes et les modes de pensée. Vertu et changement doivent sans cesse être réconciliés et le changement implique des risques, y compris pour "l'éthique établie". Il en va de même pour les sociétés dans leur ensemble. La vertu est souvent associée, dans les esprits, avec stabilité et conservatisme. Pourtant, les maîtres spirituels de toutes les religions et philosophies ont conçu et vécu leur quête de perfection comme une aventure exaltante et dangereuse. Enfin, les observations du rôle de l'éthique dans la vie des entreprises démontrent qu'il n'y a pas de contradiction – et même souvent une relation positive – entre succès en termes classiques de profit et de rentabilité, et succès en termes d'exigences de l'éthique. L'entrepreneur qui prend des décisions moralement bonnes peut le faire pour respecter des principes et des valeurs qu'il a intériorisés et qui informent son comportement. Il peut le faire aussi en fonction de l'intérêt "bien compris" de son entreprise. L'important, à nouveau est qu'il n'y a pas nécessairement de contradiction entre l'intérêt individuel défini de façon intelligente et morale et le bien commun. L'honnêteté peut être pratiquée par vertu ou parce qu'elle est la meilleure politique. On peut soutenir qu'il existe un "darwinisme

social" : les sociétés qui observent des principes éthiques, dont la tolérance et la solidarité, sont celles qui survivent le mieux.

27. Toutes les grandes religions et philosophies ont prescrit des formes d'équilibre entre l'intérêt individuel et le collectif. Par exemple les cinq éléments qui pour l'Islam constituent des droits fondamentaux – le droit à la vie, le droit à la propriété, le droit à la foi, le droit à l'honneur et le droit à l'empire de la raison – doivent être réalisés à la fois de façon individuelle et de façon collective. De même l'impôt par lequel le riche doit aider le pauvre est un devoir religieux vis-à-vis de la communauté avant d'être un acte individuel. Le passage par le collectif évite à celui qui reçoit le risque de se sentir humilié.

28. C'est en apprenant à devenir pleinement humain que l'individu trouve à la fois son identité personnelle et sa place dans la communauté humaine. Il y a là un processus, un apprentissage difficile impliquant le coeur et l'esprit. L'identité de l'être, du soi-même, est cruciale car c'est là que l'égoïsme doit être vaincu pour faire place à la dignité et à l'estime de soi. La famille, qui doit aussi vaincre son égoïsme et ses relations de pouvoir, apporte l'environnement qui permet à l'être humain de grandir en bonté et charité. La communauté est également indispensable à la réalisation de l'être car elle enseigne le respect de l'autre. L'être individuel devient pleinement humain quand il incarne l'esprit qui définit l'humanité.

29. L'avenir est dans la recherche de la dignité humaine et du bien commun. Une nouvelle vision est nécessaire, qui devrait être recentrée sur l'action sociale. Le triomphe du moi ouvre la voie à la dictature. Il faut aussi élaborer une pédagogie nouvelle de l'action politique qui permette aux responsables de conduire leurs concitoyens vers un épanouissement plus total. L'action politique demande la plus haute probité intellectuelle et morale. Ceci implique de nouvelles normes d'appréciation de l'action politique fondées sur le "qu'en-dira-t'on" des hommes et de l'histoire. Tout ce qui avilit l'homme est haïssable.

30. Cette question des relations entre l'individu et la communauté, entre l'intérêt individuel – ou de groupe, ou de classe, ou national – et le bien commun est fondamentale pour le fonctionnement des sociétés et pour l'avenir de l'humanité. À nouveau, quelques réflexions sous forme de préceptes pourront sans doute être approfondies :

- i) L'intérêt individuel, poursuivi de façon égoïste et aveugle est destructeur de la société et de l'individu lui-même; toute richesse implique une responsabilité sociale; accumuler la richesse aux dépens des autres, c'est détruire l'harmonie universelle;
- ii) Seul le perfectionnement individuel, orienté par une culture et une spiritualité, peut permettre le progrès social;
- iii) Le bien commun n'est pas un plus petit commun dénominateur; au contraire, la médiocrité menace les sociétés contemporaines et c'est l'exception du courage, de la vertu, de l'intelligence et du génie qui doit guider la recherche du bien commun;

- iv) Lorsque la recherche de la dignité humaine oriente la pensée et l'action, il y a continuité, et en fait identité, entre l'intérêt individuel et le bien commun.

VI. ENRICHIR LE DISCOURS QUI PROPOSE DES SOLUTIONS
AUX TROIS THÈMES CENTRAUX DU SOMMET SOCIAL

31. Une première exigence se situe au niveau du langage. Il conviendrait d'éviter les mots et les expressions qui "réifient" les relations entre individus et société et qui, sans que cela soit intentionnel, sont contraires à la notion de dignité humaine. Entrent dans cette catégorie des expressions telles que personnes ou activités productives ou non productives, capital humain, ressources humaines et marché du travail. Ces expressions, et beaucoup d'autres, ont un contenu technique et se situent dans une logique de la rationalité économique, mais cette rationalité devient politique et mutilante quand elle envahit le langage commun.

32. Une deuxième exigence concerne le ton du discours, et donc ses présupposés philosophiques. Surtout quand l'ambition est de réintroduire les dimensions éthiques et spirituelles dans le discours politique, la sobriété est très nécessaire. L'emphase est dangereuse, y compris quand il s'agit de décrire des problèmes à venir. Il est souvent préférable de ne pas parler de "solutions" – comme dans le titre de ce point de l'ordre du jour du séminaire – mais plutôt de gestion, ou de considération ou d'étude d'une question ou d'un problème. Il convient, très souvent, de résister à la tentation de généralisations hâtives, de conclusions rapides et universelles. Seules les valeurs communes et l'esprit commun, mais ni les comportements, ni les politiques, ni les idées, ni certaines normes, peuvent être généralisés sans impérialisme intellectuel et politique et sans mutilation de la richesse humaine. Il convient, toujours, dans le cadre de principes et d'orientations fondamentales, de garder à l'esprit différentes possibilités, différentes approches, différentes solutions et différentes idées pour la manière dont les sociétés doivent fonctionner et progresser. Le respect des différences culturelles et, en fait, la capacité d'innovation en matière sociale et politique, exigent cette attitude modeste et ouverte. L'hypothèse de travail indiquée au début de ce rapport, à savoir qu'il n'y a pas de société parfaite, explique aussi ce refus de la "théorie miracle", qu'il s'agisse du "rôle du marché", de la "globalisation" ou de la "planification".

33. En ce qui concerne le besoin d'une nouvelle éthique, ou, à tout le moins, d'un renouveau de la philosophie morale et de la philosophie politique, certaines caractéristiques du discours sont d'une importance particulière.

- i) À quelques exceptions près, qui pourraient être résumées en une liste limitée de "commandements" universels et dérivés de la notion de dignité humaine, il est sans doute préférable de ne pas définir des valeurs absolues; il est plus sage d'indiquer clairement ce qui n'est pas acceptable et ne saurait être toléré; les "règles d'or" sont en général formulées de façon négative;
- ii) Les principes et les valeurs qui sont les plus respectés sont les moins souvent répétés, car ils sont intégrés dans la culture et les comportements; le discours sur le progrès social doit donc être centré

sur les problèmes à résoudre et sur les orientations intellectuelles et morales qui sont utiles pour leur trouver des solutions;

- iii) La dimension spirituelle du discours doit y être intégrée, doit lui donner une qualité supplémentaire, doit lui permettre de trouver l'universel. Le "spirituel" ne saurait, bien sûr, être juxtaposé au politique ou à l'économique et au culturel. Il est partie intégrante de la réalité humaine et sociale. Il donne au discours son réalisme et sa vérité;
- iv) Une éthique et une spiritualité renouvelées devront puiser à toutes les sources des religions et philosophies qui, par des voies différentes mais avec d'étonnantes convergences, honorent l'humanité. Ce renouveau moral et spirituel est urgent. Il doit reposer sur l'espoir et non sur la crainte. Par exemple, les réactions et les révoltes contre certaines formes de "globalisation" ne participent pas du passé ou de la nostalgie, mais annoncent l'avenir. Ce sont de nouveaux projets et de nouvelles valeurs qui émergent pour sauvegarder l'humanité. Une nouvelle dimension éthique devrait permettre de dépasser la dichotomie Nord/Sud. Une spiritualité renouvelée devra être globale mais diverse. Elle aidera à refuser un modèle unique de progrès social et à dépasser les solutions simplistes. Elle s'opposera au matérialisme, et au matériel, non pas en le refusant mais en le dépassant.

34. L'enrichissement du discours en ce qui concerne les trois thèmes centraux du Sommet social peut être ainsi brièvement résumé :

i) La pauvreté

Elle est matérielle, et aussi de l'âme; elle réside dans l'absence d'espoir, dans l'ennui, dans la solitude qui n'est pas recherchée mais subie. Elle est, dans une large mesure, subjective, c'est-à-dire telle que vécue par l'être humain qui en est "victime". Il faudrait parler d'appauvrissement plutôt que de pauvreté. L'appauvrissement le plus fondamental, mais qu'il est également possible de réduire, est celui de l'esprit. Le pauvre est non seulement celui ou celle qui a faim mais aussi celui ou celle qui est opprimé, humilié, manipulé. Réduire la pauvreté c'est non seulement réduire les inégalités et améliorer les niveaux de vie mais aussi protéger et célébrer la magnificence de notre planète, et y ajouter de la beauté. Davantage de matérialisme n'est pas une réponse au problème de la pauvreté. Il faut passer d'une éthique de l'égoïsme à une éthique de la bonté et de l'attention à l'autre.

ii) L'emploi, le travail

L'oeuvre, le travail, la participation à la création, aussi humble soit-elle, sont au coeur de la nature humaine et de la dignité de la personne. L'emploi devrait, idéalement, être pour chacun ce qui permet la réalisation de l'être et ce qui donne un "sens", une direction, à la vie quotidienne. L'emploi, le travail devrait être au service non seulement de l'individu mais de

la communauté humaine. C'est l'un des domaines où intérêt individuel et bien commun peuvent être en harmonie.

iii) La participation à la communauté et à la société, et son contraire, l'aliénation

Cette participation, source de cohésion sociale et d'intégration des différents individus et groupes dans un ensemble harmonieux, est à la fois un droit et un devoir. Il y a continuité entre les formes les plus humbles de participation – aux travaux domestiques par exemple – et ses formes les plus politiques. Une société se reconnaît non seulement à la façon dont elle traite ses membres les plus faibles, mais aussi à la façon dont elle permet à ses membres les plus brillants de jouer un rôle moteur. L'isolement, le repli sur soi-même est source d'aliénation. Il en va de même de l'appétit de pouvoir et de l'absence de modération. La qualité intellectuelle et morale de ceux qui ont le redoutable privilège de diriger les affaires de la cité contribue à façonner l'esprit du temps et la culture d'une communauté. Seul le recours aux valeurs et vertus les plus simples et les plus fondamentales permettra à l'humanité de trouver des chemins point trop chaotiques. Le discours du Sommet social devrait être un discours d'espoir et d'appel à la réflexion. Une philosophie du partage et du service doit être promue et vécue. Partager le savoir, la culture, les techniques, c'est créer en commun. L'idéalisme ne relève pas du rêve mais de la nécessité.

35. Également pour enrichir le discours du Sommet social, un certain nombre de recommandations concrètes ont été formulées durant le séminaire.

- i) Il serait très urgent d'adopter des mesures, au niveau international en particulier, pour que le nombre de langues parlées dans le monde ne continue pas de décroître aussi dramatiquement que durant les 20 dernières années; il faudrait imaginer une convention internationale, comparable à celle qui tente de protéger la diversité biologique. En outre, à Copenhague, durant la semaine du Sommet, il faudrait organiser une célébration des cultures en danger de disparition ou de marginalisation. Le maintien de la diversité culturelle et linguistique est essentiel pour l'humanité;
- ii) Il faudrait, également par un accord international, éliminer les systèmes nationaux d'espionnage et de sécurité par la collecte d'informations. Ces systèmes ont été rendu caduques par les développements technologiques et représentent un danger pour un fonctionnement démocratique des institutions;
- iii) Toujours au niveau international, il faudrait que les institutions compétentes, et sans doute les Nations Unies directement, se penchent sur les dangers de manipulation des êtres humains par des développements scientifiques incontrôlés et soumis à l'appât du gain et à l'appétit de puissance. Une "décennie du cerveau" devrait notamment être envisagée;

- iv) L'information, sous toutes ses formes, a aujourd'hui un pouvoir considérable. C'est un sujet qui mériterait un sommet comparable à celui de Copenhague;
- v) Il serait utile d'élaborer un "code éthique international" qui permettrait de prévenir et de combattre les différentes formes de corruption qui sont le cancer des sociétés contemporaines;
- vi) Un suivi concret du Sommet social devrait être de placer le développement social plus haut dans les priorités et hiérarchies gouvernementales. Ce résultat, en apparence modeste, aurait en fait de grandes conséquences sur les politiques nationales et internationales et sur l'esprit du temps.

36. Enfin, il fut noté que les problèmes de notre temps étaient trop sérieux pour attendre des "solutions" élégantes et complètes. Ces problèmes réclament, en revanche, la participation de tous et des efforts communs. Les groupes intermédiaires entre l'individu et l'État, la société civile, ont un rôle essentiel à jouer.

Appendice

LISTE DES PARTICIPANTS

Francis J. Aguilar	Stan Sanders
Claude Ake	Barbara Sundberg
Art-Ong Jumsai	Dermot de Trafford
Osman Bakar	Tu Weiming
Jacques Baudot	M. S. Umar
Roberto J. Blancarte	Edda Weiss
Yvon Chotard	<u>Pays hôte</u>
Immita Cornaz	Lojze Peterle (Ministre des affaires étrangères)
Michael Czerny	Ignac Golob (Secrétaire d'État)
John Elder	Danilo Türk (Ambassadeur auprès des Nations Unies)
Katherine Fanning	
Gloria Kan	
Thomas Hammarberg	
Vyacheslav Ivanov	
Inger Koch-Nielsen	
Graciela de la Lama	
Diarmuid Martin	
Louis Michel	
Tommo Monthe	
Giovanni Moro	
Edward Mortimer	
Göran Ohlin	
Yuri Orlov	
James Ottley	
A. W. Phinney	
Margo Picken	
Andrei Popescu	
Kheireddine Ramoul	
